



jeudi 6 octobre 2016

Les grands titres:

- Le Conseil de sécurité recommande António Guterres pour le poste de Secrétaire général
- Syrie : l'est d'Alep pourrait être complètement détruit d'ici la fin de l'année, selon l'envoyé de l'ONU
- Haïti : l'ONU intensifie son assistance aux personnes affectées par le cyclone Matthew
- Mali : les délais dans la mise en œuvre de l'accord de paix compromettent la stabilité du pays, selon l'ONU
- Le Conseil de sécurité renouvelle l'autorisation d'arraisonner des navires transportant des migrants au large de la Libye
- A Rome, Ban Ki-moon appelle à aider l'Italie à affronter la crise des réfugiés et des migrants
- Jordanie : le PAM utilise le scan de l'iris pour fournir de l'aide aux réfugiés syriens du camp de Zaatari
- Sahel : la FAO contribue à la sécurité alimentaire grâce à la gestion durable des oiseaux
- Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 10% sur un an, selon la FAO

Le Conseil de sécurité recommande António Guterres pour le poste de Secrétaire général



Réuni à huis clos, le Conseil de sécurité a adopté jeudi à l'unanimité une résolution recommandant à l'Assemblée générale la nomination d'António Guterres au poste de Secrétaire général.

6 octobre - Le Conseil de sécurité de l'ONU a choisi jeudi, lors d'un vote par acclamation, de recommander l'ancien Premier ministre Portugais António Guterres, au poste de Secrétaire général de l'Organisation pour succéder à Ban Ki-moon à partir du 1er janvier 2017.

« Le Conseil de sécurité, ayant examiné la question de la recommandation relative à la nomination du Secrétaire général, recommande à l'Assemblée générale de nommer M. António Guterres comme Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour un mandat courant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021 », a dit le Président du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, Vitaly Churkin, lors d'un point de presse à l'issue de ce vote qui s'est déroulé à huis-clos.

M. Churkin avait annoncé mercredi que M. Guterres était "clairement le favori" à l'issue d'un sixième vote indicatif organisé par le Conseil.

Le choix du Conseil de sécurité a été transmis à l'Assemblée générale des Nations Unies, qui approuvera ce choix par

acclamation ou procédera à un vote, probablement la semaine prochaine.

Agé de 67 ans, M. Guterres a été le Premier ministre du Portugal de 1995 à 2002 et le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de juin 2005 à décembre 2015.

*Antonio Guterres recommandé par le Conseil de sécurité au poste de Secrétaire général pour succéder à Ban Ki-moon.
Credit: ONU*

Quelques heures avant le vote du Conseil, l'actuel Secrétaire général Ban Ki-moon, en visite à Rome, en Italie, a estimé que la sélection prévue de M. Guterres était « un choix excellent ».

« Nous avons travaillé en étroite collaboration au cours de son long et exceptionnel mandat à la tête du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Il a montré une profonde compassion pour les millions de personnes qui ont été forcées de quitter leurs maisons », a dit M. Ban lors d'un point de presse.

« Son expérience passée en tant que Premier ministre du Portugal, sa grande connaissance des affaires du monde et sa vive intelligence lui seront très utiles pour diriger les Nations Unies dans une période cruciale », a-t-il ajouté.

Outre M. Guterres, [douze autres candidats](#) ont été ou étaient en lice pour remplacer l'actuel Secrétaire général. Trois candidats avaient retiré leur candidature.

Les candidats ont tous pris part à des dialogues informels publics organisés par l'Assemblée générale des Nations Unies, une nouveauté dans le processus de sélection du Secrétaire général.

Jusqu'à présent, les huit précédents Secrétaires généraux que l'ONU a eus en 70 ans d'existence ont tous été sélectionnés par les 15 membres dans le cadre d'un processus relativement fermé.

Syrie : l'est d'Alep pourrait être complètement détruit d'ici la fin de l'année, selon l'envoyé de l'ONU



L'Envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura, briefe la presse à Genève. Photo ONU/Daniel Johnson

6 octobre - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a prévenu jeudi que la partie orientale de la ville d'Alep pourrait être complètement détruite d'ici la fin de cette année si les bombardements, les combats et les destructions continuaient au rythme actuel.

« A ce rythme, au maximum dans deux mois, deux mois et demi, la partie orientale de la ville d'Alep pourrait être totalement détruite. Nous parlons de la vieille ville, en particulier. Et des milliers de civils syriens, pas des terroristes, seront tués, et beaucoup d'entre eux blessés », a dit M. de Mistura lors d'un point de presse à Genève à l'issue d'une réunion du groupe de travail humanitaire sur la Syrie.

Depuis le 23 septembre, 376 personnes ont été tuées, dont un tiers d'enfants, et 1.266 ont été blessées, a-t-il précisé. « Tous les établissements de santé ont été touchés. Il y a eu sept attaques la semaine dernière, deux hôpitaux ont été pratiquement totalement détruits, trois médecins tués, deux infirmières tuées, en une semaine », a-t-il ajouté.

Selon l'Envoyé spécial, on estime que le groupe Front Al-Nosra, qui combat le gouvernement syrien, compte au maximum 900 combattants dans la partie orientale d'Alep, où vivent toujours 275.000 personnes, dont 100.000 enfants.

« Parlons-nous d'environ 900 personnes qui sont la raison principale pour laquelle 275.000 personnes sont attaquées ? Est-ce qu'il s'agit du prétexte pour détruire la ville ? », a demandé M. de Mistura.

Face à cette situation, il s'est adressé au Front Al-Nosra et a demandé à ce groupe s'il allait continuer de rester dans la partie

orientale d'Alep et prendre ainsi en otage la population civile. « Si vous décidez de partir, dans la dignité, et avec vos armes, vers Idlib, ou ailleurs, je suis prêt, personnellement à vous accompagner », a-t-il déclaré.

Il s'est aussi adressé aux autorités russes et au gouvernement syrien et leur a demandé s'ils allaient continuer à « détruire de facto la totalité de la partie orientale d'Alep » pour le principe d'éliminer les combattants du Front Al-Nosra. « Ou bien êtes-vous prêts à annoncer un arrêt immédiat et total des bombardements aériens si Al-Nosra s'en va ? », a-t-il ajouté.

« Ces deux questions doivent recevoir des réponses », a dit M. de Mistura.

Haïti : l'ONU intensifie son assistance aux personnes affectées par le cyclone Matthew



Des soldats de la paix brésiliens de la MINUSTAH aident à dégager la route vers Les Cayes, en Haïti, après le passage du cyclone Matthew. Photo MINUSTAH

6 octobre - Le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ainsi que des organisations non gouvernementales partenaires, sont en train d'intensifier leur assistance en matière d'abris, d'eau, d'assainissement et de nourriture, aux personnes touchées par le cyclone Matthew en Haïti, a indiqué jeudi l'ONU.

« Nos collègues au Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH) signalent que le cyclone Matthew a sérieusement affecté des parties du sud d'Haïti, en particulier les départements de Grand Anse et du Sud, où le vent a causé de gros dégâts », a déclaré le porte-parole adjoint du Secrétaire général, Farhan Haq, lors d'un point de presse à New York.

Le gouvernement haïtien estime qu'au moins 350.000 personnes ont besoin d'une aide immédiate, mais ce chiffre pourrait augmenter à mesure que des évaluations sont effectuées. Au moins cinq personnes auraient trouvé la mort, a ajouté M. Haq.

Les autorités ont indiqué que plus de 15.600 personnes ont été évacuées et près de 1.900 maisons ont été inondées. Des centaines d'autres ont été endommagées ou détruites.

Le porte-parole adjoint a précisé que l'équipe de coordination et d'évaluation des catastrophes des Nations Unies (UNDAC) et le gouvernement d'Haïti comptaient réaliser ce jeudi une évaluation conjointe avec d'autres partenaires humanitaires. Les communications et l'accès aux zones les plus touchées restent extrêmement limitées.

En attendant, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) aide les autorités haïtiennes dans leurs efforts de reconnaissance et d'évaluation, en particulier dans les zones les plus touchées à la pointe sud-ouest d'Haïti, et dans les villes de Jérémie et Les Cayes.

La MINUSTAH a déployé des moyens par voies aérienne et terrestre, tandis que les composantes de police et militaire aident à dégager les débris qui encombrent les routes.

De son côté, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et cheffe de la MINUSTAH, Sandra Honoré, s'est dit profondément attristée par les pertes en vies humaines, les destructions et les dégâts matériels causés par le cyclone.

Elle a présenté ses sincères condoléances au peuple et au gouvernement haïtiens, particulièrement aux victimes et à leurs familles.

Dans une déclaration à la presse, Mme Honoré a tenu à exprimer « sa solidarité et celle des Nations Unies avec Haïti face à cette catastrophe ». Elle a réitéré l'engagement des Nations Unies à soutenir les autorités haïtiennes pour répondre aux besoins humanitaires urgents.

Mali : les délais dans la mise en œuvre de l'accord de paix compromettent la stabilité du pays, selon l'ONU



Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous. Photo ONU/Loey Felipe

6 octobre - Lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Mali, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a déploré jeudi l'absence persistante de progrès concrets dans la mise en œuvre de l'accord de paix et la dégradation de l'environnement sécuritaire qu'il juge « incompatibles avec une stabilisation durable, fût-elle partielle, de la situation ».

« Après quatre mois d'accalmie, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a encore une fois été la cible d'une série d'attaques coordonnées le 3 octobre dernier », a déclaré M. Ladsous aux membres du Conseil rappelant que ces dernières, qui ont causé la mort de deux Casques bleus à Aguelhok, dans la région de Kidal, font suite à celles survenues depuis la fin du mois de mai à Sévaré et à Boni, dans la région de Mopti ainsi qu'à Nampala, dans la région de Ségou et qui ont fait 18 morts.

« Ces attaques contre l'autorité de l'État ont en effet lieu sur un fond de dégradation générale de l'état de droit et de la cohésion sociale », a dit le Secrétaire général adjoint précisant que dans la seule région de Mopti, les violences intercommunautaires ont fait 24 morts et 53 blessés entre fin juin et début septembre. « Dans ce contexte, il est important que le gouvernement du Mali, avec tous les ministères pertinents et le soutien de l'ONU, poursuive ses efforts visant à l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, multiforme et cohérente, qui inclut des mesures visant à prévenir l'extrémisme violent », a-t-il ajouté.

Lors de la dernière réunion du Conseil sur le Mali au mois de juin, le Premier Ministre malien, Modibo Keita, avait annoncé l'accord des parties sur les modalités de désignation des administrations intérimaires et le calendrier de leur établissement dans les cinq régions du nord-Mali au cours de l'été 2016. Le Conseil avait ensuite adopté la résolution 2295 (2016) exhortant les parties à accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix en s'entendant notamment sur une priorisation de ses dispositions.

« Trois mois plus tard, je me vois malheureusement obligé de rapporter au Conseil que les premières violations du cessez le feu depuis les accords d'Anéfis d'octobre 2015 dans la région de Kidal ont hypothéqué le processus de paix, repoussant encore une fois la nomination des administrations intérimaires, prévue par l'accord », a dit M. Ladsous regrettant également l'absence d'avancées quant aux processus de cantonnement, désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). « Toutes les parties n'ont pas encore nommé leurs représentants dans les Commissions nationales d'intégration et de DDR alors que les huit sites de cantonnement construits par la MINUSMA seront pleinement opérationnels à la fin de ce mois », a-t-il ajouté.

Le chef des opérations de maintien de la paix a indiqué que la MINUSMA s'est adaptée de manière proactive à son nouveau mandat à travers le déploiement de patrouilles et de points de contrôle en coordination avec les forces armées maliennes et en utilisant dans toute la mesure du possible ses moyens existants pour projeter une « posture plus robuste et proactive pour la protection des civils ».

M. Ladsous a toutefois souligné que malgré tous les efforts de la Mission, les civils continuent de souffrir des conséquences des opérations militaires menées par les groupes armés et le gouvernement. « Les violations du cessez-le-feu ont encore entravé l'accès des travailleurs humanitaires qui visent à répondre aux besoins les plus urgents de la population en attendant la reprise des services publics de base », a-t-il déploré.

« La MINUSMA ne sera pas en mesure de réaliser pleinement son mandat tant que les signataires de l'accord de paix ne s'engagent pas résolument dans sa mise en œuvre », a prévenu le Secrétaire général adjoint qui a également alerté le Conseil du désengagement matériel des Etats membres de la Mission qui était pourtant en attente de renforts pour mener à bien son mandat.

Le Conseil de sécurité renouvelle l'autorisation d'arraisonner des navires transportant des migrants au large de la Libye



Des dizaines de milliers de personnes tentent de rejoindre l'Europe à bord de bateaux comme ceux-ci en Libye (archives). Photo HCR/F. Noy

6 octobre - Le Conseil de sécurité a autorisé jeudi, pendant une nouvelle période de douze mois, les États membres concernés à inspecter les bateaux naviguant en haute mer au large des côtes libyennes, s'ils ont des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils sont utilisés pour le trafic de migrants ou la traite d'êtres humains en provenance de Libye.

Dans cette résolution, présentée par le Royaume-Uni, le Conseil a également autorisé, pour un an, les mêmes États Membres à saisir des navires inspectés « dont ils ont la confirmation qu'ils sont utilisés à des fins de trafic de migrants ou de traite d'êtres humains en provenance de Libye ».

Avec cette résolution, le Conseil a donc décidé de renouveler les autorisations visées par la résolution 2240 (2015), par laquelle le Conseil avait exprimé, pour la première fois, sa vive préoccupation devant l'essor du trafic de migrants en Méditerranée.

Les États membres concernés sont ceux qui sont « engagés dans la lutte contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains », « agissant individuellement ou dans le cadre d'organismes régionaux », comme l'Union européenne.

Ils sont autorisés à utiliser tous les moyens « dictés par les circonstances spécifiques » pour lutter contre les trafiquants de migrants et d'êtres humains, « dans le strict respect du droit international et des droits de l'homme ».

Le Conseil souligne que la résolution a pour objectif de « déstabiliser les entreprises criminelles organisées impliquées dans le trafic de migrants et la traite d'êtres humains » et de prévenir la perte de vies humaines. Elle ne vise pas à porter atteinte aux droits de l'homme des personnes ou à les empêcher d'obtenir une protection en vertu du droit international, précise le Conseil. Il affirme « avec insistance » que tous les migrants, notamment les demandeurs d'asile, doivent être traités avec humanité et dignité.

A Rome, Ban Ki-moon appelle à aider l'Italie à affronter la crise des réfugiés et des migrants



Des garde-côtes portant secours à des réfugiés et migrants au large de l'Italie en mai 2016. Photo HCR/Carlotta Sami

6 octobre - En déplacement à Rome, en Italie, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a souligné jeudi la nécessité d'une solidarité globale face à la crise des réfugiés et des migrants alors que l'Italie fait partie des pays en première ligne.

« L'Italie ne doit pas être laissée seule. Nous avons besoin d'une solidarité mondiale pour faire face à cette crise sans précédent », a déclaré M. Ban lors d'un point presse à l'issue de sa rencontre avec le Président italien, Sergio Mattarella.

« Je salue la générosité du peuple et du gouvernement italiens qui ont hébergé et sauvé tant d'êtres humains qui risquent leur vie en haute mer à la recherche d'une vie meilleure

», a-t-il ajouté.

Lors de son entretien avec le chef de l'Etat italien et ses discussions avec le Président du Sénat, Pietro Grasso, et le Président de la Chambre des députés, Laura Boldrini, le Secrétaire général a également abordé la situation en Syrie et en Libye. M. Ban a aussi salué le soutien continu de l'Italie aux opérations de paix à travers sa contribution en termes de troupes et l'accueil de la base logistique des Nations Unies à Brindisi dans le sud-est du pays.

Depuis Rome, le chef de l'ONU s'est de nouveau félicité du franchissement mercredi des deux seuils fixés - la ratification

par au moins 55 pays, représentant 55% des émissions mondiales de gaz à effet de serre - pour l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le climat.

« Je suis heureux de signaler que 73 pays - représentant plus de 58% des émissions - ont officiellement ratifié l'accord. En conséquence, l'accord entrera en vigueur le 4 novembre », a-t-il précisé. « Cela démontre l'élan irrésistible pour agir en réponse à la menace du changement climatique, le défi majeur de notre temps », a-t-il ajouté.

Jordanie : le PAM utilise le scan de l'iris pour fournir de l'aide aux réfugiés syriens du camp de Zaatari



Hana Heraaki, une réfugiée syrienne dans le camp de Zaatari, en Jordanie, regarde la caméra pour scanner l'iris. Photo PAM/Shada Moghraby

6 octobre - Le Programme alimentaire mondial (PAM), en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a introduit jeudi un système de paiement novateur, qui utilise le scan de l'iris pour permettre aux 76.000 réfugiés syriens vivant dans le camp Zaatari en Jordanie d'acheter de la nourriture dans les supermarchés du camp au lieu d'utiliser des espèces, des bons ou des cartes électroniques.

« Le système de paiement qui utilise le scan de l'iris a remporté un énorme succès, et nous sommes ravis que le PAM et ses partenaires soient maintenant en mesure d'aider les réfugiés syriens vivant dans le plus grand camp de Jordanie grâce à ce système innovant », a déclaré le Directeur du PAM en Jordanie, Mageed Yahia. « La technologie de scan de l'iris change la façon de faire des achats pour les réfugiés syriens en Jordanie, la rendant plus facile et plus sûre, tout en améliorant la responsabilisation ».

Cette technologie a été utilisée pour la première fois dans le camp de réfugiés de King Abdullah Park en Jordanie en février de cette année. Le système a été étendu au camp de réfugiés d'Azraq dans l'est du pays en avril.

Le système est basé sur les données biométriques enregistrées par le HCR et a été mis en place avec des partenaires jordaniens du PAM : IrisGuard (l'entreprise qui a développé la plate-forme de scan de l'iris), Jordan Ahli Bank et leurs homologues du Middle East Payment Systems (MEPS).

Une fois qu'un client a son iris scanné, le système communique automatiquement avec la base de données du HCR pour confirmer l'identité du réfugié, vérifier le solde du compte avec la Jordan Ahli Bank et le MEPS et confirmer l'achat, et imprimer un reçu, en quelques secondes.

Grâce à cette technologie de scan de l'iris et au programme de coupons électroniques, le PAM aide plus d'un demi-million de réfugiés syriens en Jordanie. Le PAM fournit également une assistance à près de 140.000 Jordaniens vulnérables en leur donnant des rations alimentaires, ainsi que de l'argent liquide contre travail et de l'argent liquide en échange de formations.

Sahel : la FAO contribue à la sécurité alimentaire grâce à la gestion durable des oiseaux



Des oiseaux au Soudan. Photo FAO/ONCFS

6 octobre - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) ont signé jeudi un accord de coopération pour améliorer l'état des ressources naturelles dans les zones humides du Sahel, en Afrique, en mettant l'accent sur la gestion durable des oiseaux d'eau migrateurs, essentiels à la sécurité alimentaire des populations locales.

Dans un communiqué de presse, la FAO a précisé que l'accord signé avec le FFEM, qui cofinance un tiers du projet estimé à 5 millions d'euros, cible de manière spécifique les quatre plus grandes zones humides de la région sahélienne, réparties entre l'Egypte, le

Mali, le Sénégal, le Soudan et le Tchad.

Intitulé 'Renforcement d'expertise au Sud du Sahara sur les oiseaux et leur utilisation rationnelle en faveur des communautés et de leur environnement' (RESSOURCE), le projet se concentrera sur les zones humides situées le long de la vallée du fleuve Sénégal, du Delta intérieur du Niger, du Lac Tchad et dans les parties basses et moyennes du Nil. Il s'agit d'écosystèmes vitaux où la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de près d'un milliard de personnes reposent sur l'agriculture, le bétail et l'exploitation des ressources naturelles, avec notamment la pêche et la chasse aux oiseaux.

De nombreuses espèces d'oiseaux d'eau migrateurs, y compris les Sarcelles d'été et les Combattants variés passent l'hiver dans les zones humides du Sahel avant de partir se reproduire en Europe. Depuis 1960, le nombre d'oiseaux d'eau dans la zone a baissé d'environ 40%, une chute vertigineuse qui pourrait s'expliquer par trois principaux facteurs : la diminution des zones inondables dû au drainage, des précipitations réduites et autres événements météorologiques provoqués par le changement climatique, une biodiversité végétale en transformation, l'apparition d'espèces envahissantes et une pratique de la chasse non durable.

Le projet sera mené en coopération avec les gouvernements des pays concernés et d'autres partenaires techniques tels que l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et le Secrétariat de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie.

La FAO, le FFEM et les autres partenaires du projet travailleront à promouvoir une gestion durable des oiseaux d'eau migrateurs avec notamment des techniques innovantes de recensement et de surveillance des oiseaux et des activités visant au renforcement des capacités.

Les résultats contribueront à créer, voire à ajuster un cadre juridique et réglementaire et encouragera l'élaboration de politiques destinées à promouvoir une chasse durable et à améliorer la protection des oiseaux. Ces politiques seront intégrées à la stratégie de gestion de zones humides de plus grande envergure.

« L'enjeu de ce projet est de mieux comprendre pour mieux gérer, a déclaré le Secrétaire général du FFEM, Francois Xavier Duporge. « Mieux gérer ces oiseaux migrateurs et ces zones humides qui sont leurs habitats. Cela bénéficiera finalement aux populations locales, en travaillant pour la première fois à une échelle régionale et en mobilisant des partenariats multi-acteurs » a-t-il ajouté.

Le travail visant à améliorer la gestion des oiseaux d'eau et à protéger leurs habitats naturels devrait profiter aux écosystèmes et aux communautés locales qui comptent, entre autres, sur cela pour se nourrir et s'assurer un revenu.

Au Tchad et au Sénégal par exemple, les entrepreneurs organisent des parties de chasse sur les zones humides, qui si gérées de manière durable, peuvent continuer à stimuler l'économie locale.

« Notre objectif est d'adapter la chasse aux oiseaux en encourageant des politiques en faveur d'une gestion durable de la chasse et de la protection des oiseaux. Ces politiques bénéficieront aux communautés locales qui comptent sur ces oiseaux pour leurs moyens d'existence », a déclaré la directrice de la division chargée des politiques et des ressources forestières à la FAO, Eva Muller. « Dans de nombreuses zones humides, chasser est essentiel pour la sécurité alimentaire et l'économie locale », a-t-elle souligné.

La FAO sera chargée de la mise en œuvre et de la coordination du projet en étroite collaboration avec l'ensemble de ses partenaires techniques ainsi que le FFEM.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 10% sur un an, selon la FAO



Les prix des aliments de base ont augmenté en septembre de 2,9% par rapport au mois d'août et de 10% sur un an; Crédit: FAO

6 octobre - Les prix des aliments de base ont augmenté en septembre de 2,9% par rapport au mois d'août et de 10% sur un an, malgré une baisse des prix des céréales, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Cette hausse de l'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'explique par un bond mensuel de 13,8% des prix des produits laitiers, en raison, pour une part, d'une nette hausse des prix du beurre, qui ont d'ailleurs profité aux exportateurs de l'Union européenne où la production laitière est en baisse, a précisé l'agence onusienne dans un communiqué de presse.

Les prix du sucre ont augmenté de 6,7% depuis le mois d'août, en partie à cause de conditions météorologiques défavorables dans le centre-sud de la principale région productrice du Brésil.

Les prix de l'huile de palme ont également connu une hausse, aidés par le faible niveau des stocks dans les pays importateurs et exportateurs, à l'image de l'huile de soja et de colza, contribuant ainsi à augmenter les prix des huiles végétales de 2,9% en septembre.

Les prix de la viande sont restés inchangés depuis le mois d'août. En revanche, les prix des céréales ont chuté de 1,9% en septembre depuis le mois précédent et affichent donc une baisse de 8,9% par rapport à leur niveau de l'année dernière.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré par les échanges commerciaux qui suit l'évolution des prix des cinq principaux groupes de produits alimentaires sur les marchés internationaux. Son niveau actuel est le plus haut jamais atteint depuis mars 2015. Le sous-indice pour les céréales a à présent atteint son plus bas niveau depuis des décennies.

La FAO a noté également que les prévisions record de production mondiale pour les récoltes de blé et de riz cette année, combinées à la relance de la production de maïs, contribuent à maintenir des stocks abondants et des prix relativement faibles.

Selon l'agence onusienne, la production mondiale de céréales pour 2016 devrait augmenter pour atteindre les 2.569 millions de tonnes, soit une hausse de 1,5% par rapport à l'année précédente et suffisamment pour accroître les réserves existantes.